

Marché public 2025-06
Prestations intellectuelles

Règlement de la consultation

Réalisation d'une étude sur la prévalence de l'ambrosie en Rhône Alpes

Date limite de remise des offres :

20/06/2025 à 12h00

Marché public passé selon la procédure adaptée
(Articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique)

SOMMAIRE

1. Objet de la procédure.....	3
2. Présentation de l'établissement	3
3. Procédure et forme du marché	3
3.1 PROCEDURE ET FORME DU MARCHE.....	3
3.2 ALLOTISSEMENT	4
3.3 DURÉE DU MARCHE	4
4. Lieux d'exécution du marché.....	4
5. Groupement	4
6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	4
7. Retrait du dossier de consultation	4
8. Renseignements complémentaires	4
9. Modalités financières	5
9.1 LE TITULAIRE S'ENGAGE	5
9.2 UNITÉ MONÉTAIRE.....	5
10. Critères de jugement.....	5
10.1 ANALYSE DES CANDIDATURES.....	5
10.2 JUGEMENT DES OFFRES.....	5
11. Présentations des offres	6
11.1 RÉPONSE SIMPLIFIÉE.....	6
11.1.1 Les pièces de la candidature	7
11.2 RÉPONSE CLASSIQUE	7
12. Contenu du mémoire technique	8
13. Conditions d'envoi ou de remise des offres	8
14. Contenu du dossier de consultation.....	8
15. Délai de modification du dossier de consultation	9

1. Objet de la procédure

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude de prévalence de l'allergie à l'ambroisie en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette étude par appel téléphonique vise à actualiser les données issues de l'étude précédente menée en 2014 et à mesurer l'évolution de la prévalence de l'allergie selon les différentes zones d'exposition aux pollens d'ambroisie.

Code CPV : 79311200-9

2. Présentation de l'établissement

Établissement public administratif de l'État et placé sous la tutelle du ministère en charge des affaires sociales et de la santé, l'Agence régionale de santé a comme mission et objectif d'améliorer la santé de la population et d'accroître l'efficacité de notre système de santé. Elle intervient dans les domaines de la santé publique (prévention et promotion de la santé, veille et sécurité sanitaires), l'offre de soins hospitalière et de ville, l'offre et l'accompagnement médico-social, pour les personnes âgées, personnes handicapées.

Elle est organisée autour d'un siège, sur 2 sites (Lyon et Clermont-Ferrand) et de 12 délégations départementales (Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie).

L'ARS intervient dans les domaines suivants :

- Prévention des maladies, des handicaps et de la perte d'autonomie.
- Organisation de la veille sanitaire et suivi des éléments significatifs de la santé dans la région et réponse aux alertes sanitaires.
- Prévention et gestion des impacts de l'environnement sur la santé des populations.
- Régulation de l'ensemble du champ des soins hospitaliers et des soins de villes.
- Contrôle de gestion et pilotage des ressources et de la performance de l'hôpital public.
- Pilotage de la politique régionale d'accompagnement médico-social des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie.

Pour toute information complémentaire sur les missions de l'ARS, vous pouvez [consulter site internet de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes](#).

3. Procédure et forme du marché

3.1 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché concerne la réalisation de prestations intellectuelles. Il est passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un marché mono attributaire à prix forfaitaire.

Il sera traité :

☒ A prix global et forfaitaire (DPGF)

☐ A prix unitaire (BPU)

☐ A prix mixtes

Le montant estimé du marché est de 50 000 € HT sur toute la durée du marché, toutes prestations confondues.

3.2 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti. L'unité technique de la mission ne permet pas l'identification de prestations distinctes et un allotissement géographique n'est pas pertinent en l'espèce.

3.3 DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée ferme d'un (1) an.

4. Lieux d'exécution du marché

Les communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes présélectionnées au sein des quatre zones d'exposition (liste en annexe 4 du CCTP).

5. Groupement

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire). La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

Le mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché. Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Il est également interdit au candidat de se présenter pour un même marché en qualité de membre de plusieurs groupements.

6. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne contient aucune prestation supplémentaire éventuelle.

7. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est à télécharger gratuitement et directement sur le profil d'acheteur de l'Agence à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dossiers peuvent être retirés jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les candidats peuvent retirer le dossier anonymement, l'Agence conseille néanmoins aux candidats de s'inscrire sur la plateforme avant tout retrait afin qu'ils soient destinataires d'éventuelles modifications du DCE ou informations complémentaires apportées par l'Agence en cours de procédure. Les candidats qui ne se seront pas inscrits ne recevront pas ces notifications. Ils ne pourront se retourner ni contre l'Agence ni contre la plateforme de dématérialisation.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent transmettre leur demande via la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats adressent leur demande par voie dématérialisée au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Les compléments sur le dossier de consultation ou des renseignements complémentaires sur demande des opérateurs économiques sont communiqués par le pouvoir adjudicateur 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

9. Modalités financières

9.1 LE TITULAIRE S'ENGAGE

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. Financement sur le budget principal de l'ARS ARA.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

9.2 UNITÉ MONÉTAIRE

Le candidat est informé que le pouvoir adjudicateur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro. La monnaie de paiement et d'exécution du présent marché sera aussi l'euro.

10. Critères de jugement

10.1 ANALYSE DES CANDIDATURES

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusions de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusions à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées à l'article 11 « Présentation des offres » ci-dessous dans le délai imparti ne sont pas admis. Les offres afférentes ne seront pas.

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites. Compte tenu de l'objet du marché, toutes les garanties requises au titre de la candidature seront appréciées à valeur égale.

10.2 JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres restantes sera effectué, en tenant compte des critères pondérés suivants annoncés dans les avis d'appel public à la concurrence et rappelés ci-dessous :

Critère	Pondération critère	Sous-critère	Pondération sous-critère
Valeur Technique	40%	Outils de collecte, modalités de recueil des données	10 %
		Méthode de vérification de la représentativité	15 %
		Expérience approfondie de la thématique	15 %
Prix	45%	Prix	100 %

Délais	10 %	Capacité à répondre dans les délais	100 %
Développement durable	5%	Démarche du candidat spécifique à la réalisation des prestations objet du présent marché pour réduire l'impact environnemental en sus des clauses techniques présentées au CCTP.	100 %

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

La note finale de l'offre sera le total des deux notes distribuées.

11. Présentations des offres

Il est impératif de remettre l'ensemble des pièces indiquées dans la forme précisée ci-dessous. Les dates et signatures des documents seront obligatoirement en original et apposées par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Au stade de la candidature : le pouvoir adjudicateur, qui constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, se réserve le droit ou non d'effectuer des demandes complémentaires auprès des candidats concernés, dans les conditions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Au stade de l'offre : toute absence d'une pièce relative à l'offre entraînera d'office le rejet de celle-ci conformément aux articles L.2152-1 et L.2152-2 du Code de la commande publique. En revanche, une offre irrégulière pourra donner lieu à rectification pour autant que celle-ci n'entraîne pas de modification substantielle de l'offre du candidat et que cette dernière ne soit pas jugée anormalement basse.

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français. Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces détaillées ci-après.

Si plusieurs plis sont déposés sur PLACE, seul le dernier sera pris en compte par l'acheteur.

11.1 RÉPONSE SIMPLIFIÉE

Le dépôt d'offre simplifié doit se faire obligatoirement de façon dématérialisée par le biais de la plateforme des achats de l'État (www.marches-publics.gouv.fr).

11.1.1 Les pièces de la candidature

Le Document Unique de Marché Européen (DUME)

La réponse par le DUME est fortement recommandée. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur : et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux),
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global,
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il vous appartiendra de compléter les autres informations.

Le candidat présente alors sa candidature sous la forme d'un échange de données structurée au format.XML.

Cas où l'acheteur met un DUME à disposition

Lorsque le candidat présente sa candidature sous la forme du DUME prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, il peut utiliser l'un des services suivants :

- le « Service DUME » mis à disposition par l'Etat chorus-pro.gouv.fr ;

Le candidat peut utiliser le DUME mis à sa disposition par l'acheteur dans les documents de la consultation définissant les critères de participation à la procédure.

Cas où l'acheteur ne met pas de DUME à disposition

Lorsque le candidat présente sa candidature sous la forme du DUME prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, il peut utiliser l'un des services suivants :

- le « Service DUME » mis à disposition par l'Etat chorus-pro.gouv.fr ;
- le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>

11.2 RÉPONSE CLASSIQUE

Les pièces de la candidature

1. Les renseignements concernant la situation juridique du candidat

- une lettre de candidature (l'imprimé DC1 pourra être utilisé) mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Dans le cas d'un groupement, la lettre fera apparaître les membres du groupement,
- une déclaration du candidat ou des membres du groupement (l'imprimé DC2 pourra être utilisé),
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Nb : les imprimés cités ci-dessus sont téléchargeables à l'adresse internet suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Ces pièces peuvent être remplacées par le Document Unique de Marché Européen (DUME).

2. Capacité économique et financière

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché au cours des trois derniers exercices disponibles (peut être indiqué dans l'imprimé DC2).

3. Capacité professionnelle et technique

- une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.

4. Attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant.

Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat doit produire pour ce ou ces sous-traitants les mêmes documents que ceux visés ci-dessus. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat peut fournir soit le contrat de sous-traitance soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

L'ARS, préalablement à la notification du marché, demandera par courrier recommandé avec AR au candidat retenu de transmettre les copies certifiées conformes des justificatifs fiscaux et sociaux. Le candidat bénéficiera de 15 jours calendaires pour remettre ces pièces. Le marché ne pourra être notifié au candidat que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents.

Le DC1 et le DC2 peuvent être remplacés par le Document Unique de Marché Européen (DUME).

12. Contenu du mémoire technique

Le mémoire technique du soumissionnaire doit développer les différents critères de sélections prévus à l'article 10.2 du présent règlement de consultation et être présenté dans le format suivant :

- Présentation de l'entreprise (0,5 page)
- Présentation détaillée de 2 études du même type voire du même sujet réalisées (3 pages maximum par étude) (6 pages)
- Organisation des appels pour assurer la représentativité de l'échantillon et tenir les délais de rendu (2 pages max)
- Explication de la méthodologie de redressement qui serait mise en œuvre (2 pages max)
- Transmission d'une base type de rendu des données brutes (2 pages max)
- Transmission d'un exemple de suivi qualitatif des données collectées utile à l'analyse des données et notamment à l'estimation de biais (2 pages max)

Le soumissionnaire pourra ajouter des annexes à son mémoire technique.

13. Conditions d'envoi ou de remise des offres

La transmission des offres se fera uniquement par voie dématérialisée, elle doit être réalisée sur le profil d'acheteur de l'ARS ARA à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

▪ Remise par voie dématérialisée

La transmission des offres par voie dématérialisée est réalisée sur le profil d'acheteur de l'ARS ARA à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le cas échéant, les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde soit sur support physique électronique soit sur support papier. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant, en plus des mentions mentionnées ci-après, la mention lisible « copie de sauvegarde » et doit être remise dans les délais impartis pour la remise des offres, à l'adresse indiquée ci-dessous.

14. Contenu du dossier de consultation

- L'acte d'engagement et son annexe (DPGF),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- La fiche administrative du candidat,
- CCAG PI

L'ensemble des pièces de l'offre (article 14) doit être fourni complété et signé :

- l'acte d'engagement (AE) complété et signé (en cas de candidature groupée, un acte d'engagement unique est rempli pour le groupement d'entreprises)
- la pièce financière (DPGF) complétée et signée
- le mémoire technique
- la fiche administrative du candidat
- le cas échéant, la déclaration de sous-traitance

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

15. Délai de modification du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Elle en informera tous les candidats dans les conditions respectueuses du principe d'égalité.

Ceux-ci devront alors répondre, sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.